



MISE À JOUR MENSUELLE

1 AU 30 NOVEMBRE 2011

Points saillants:

- Installation du Pont de Hombo entre le Sud Kivu et le Nord Kivu, sur financement Suédois.
- Inauguration de deux postes pour la police judiciaire en Ituri, et fin de la formation de 57 officiers de l'OPJ sur financement des Etats-Unis.
- Publication de l'ordonnance nommant les magistrats par le Ministère de la Justice.
- Lancement des ateliers de médiation foncière au Sud Kivu.
- Finalisation du Plan Prioritaire pour la Stabilisation 2012-2014

ZONES: *IT* Ituri; *MN* Maniema; *NK* Nord Kivu; *SK* Sud Kivu; *REG* East DRC

COMPOSANTE 1: AMELIORER LA SECURITE

Situation sécuritaire sur les axes prioritaires de l'ISSSS

NK	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ce mois, une augmentation des incidents sécuritaires a été notée au Nord Kivu, principalement en raison (a) de la tenue des élections, (b) d'un renforcement des opérations militaires unilatérales des FARDC contre les FDLR, et (c) suite à des affrontements entre des groupes résiduels congolais Mayi-Mayi et les FDLR, ayant causé la mort du « Colonel » Sadiki (FDLR). ▪ Dans le Grand Nord, l'arrestation de deux Colonels Ougandais de l'ADF, a été suivie de représailles par l'ADF contre les FARDC.
SK	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Apparition d'un nouveau « groupe » armé (<i>Défence de la Jeunesse Congolaise</i>) dans une zone enclavée au nord de Bunyakiri, il qui pourrait affecter la sécurité sur l'axe Miti-Hombo. Fort d'environ 150 personnes, ce groupe est conduit par Col. Mbandu (déserteur des FARDC). ▪ Une diminution des activités des Mayi Mayi Yakutumba a été notée ce mois dans la péninsule de l'Ubwari attribuée à la récente offensive des FARDC. Sur le Lac Tanganyika, une opération conjointe FARDC-MONUSCO est en cours contre Yakutumba, entre Uvira et Baraka.

Soutien au DDR des éléments des « groupes armés résiduels »

NK	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les affrontements entre les Mayi Mayi Checka (dont le leader était candidat aux élections législatives) et les FDLR, se sont soldés par la mort du « Colonel » Sadiki, un haut responsable du FDLR. <p>Note : Sur une note plus générale, le meurtre ce mois de deux « officiers » supérieurs des FLDR, à Mutongo (NK) indique un déclin et devrait favoriser une augmentation des démobilisés. En Novembre, 103 FDLR se sont rendus et ont rejoint le programme, le chiffre le plus haut depuis janvier 2011 (116).</p>
----	---

	Concernant le DDR des éléments résiduels des anciens « groupes armés congolais », aucune avancée n'a été marquée avec le Ministère de la Défense quant à la réouverture du processus.
--	---

Des casernes pour les FARDC seront remises à la fin de l'année 2011

SK	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A Saïo et Nyamunyinyi, IOM est en train de finaliser les travaux de construction des logements pour quelques 1400 FARDC et 5.200 dépendants. Il est prévu à ce que fin de cette année 2011, les nouvelles structures soient remises à l'Etat Major. ▪ En complément des travaux des casernes, 18 projets communautaires ont été finalisés, dont deux salles de classe, deux dispensaires, deux marchés et deux centres sociaux. <p>Note: Des consultations sont en cours à Kinshasa pour établir le plan final de déploiement et d'occupation de ces deux sites. Ce projet est financé par le Royaume des Pays-Bas et vise à contribuer à l'amélioration de la conduite et discipline des FARDC.</p>
-----------	--

COMPOSANTE 2: SOUTIEN AUX PROCESSUS POLITIQUES

Elections

REG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La tenue des élections et des tensions entre les partisans de différents partis politiques, ont causé plusieurs incidents sécuritaires le long des axes prioritaires de l'ISSS. ▪ Au Nord Kivu, les incidents les plus notables ont été l'attaque du convoi d'un candidat sur la route Kiwanja-Goma, l'assassinat d'un autre candidat et l'enlèvement d'un artiste-musicien (relâché par la suite). Dans le territoire de Rutshuru, plusieurs fusillades ont eu lieu pendant des rassemblements politiques (pas de victimes rapportées). ▪ A Kitchanga, des affrontements sur fond ethnique ont eu lieu entre les populations Hunde et Tutsi, et ont provoqué l'évacuation de la ville par le personnel des agences onusiennes et des ONGI. Des tensions similaires ont été également rapportées à Sake.
------------	--

COMPOSANTE 3: RESTORATION DE L'AUTORITE DE L'ETAT

Etat de déploiement des fonctionnaires le long de l'axe prioritaire Miti-Hombo, Sud Kivu

SK	<p>A l'instar de la mission organisée le mois passé au Nord Kivu, l'UAS a coordonné une évaluation conjointe le long des axes Miti-Hombo, à Bitale, Bunyakiri, Hombo et Walungu. Le but de la mission était d'évaluer l'état de l'administration civile, y compris le déploiement des fonctionnaires, des policiers et du personnel pénitentiaire.</p> <p>Les principales constatations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Administration civile</u> : des écarts importants ont été observés selon les endroits visités : sur l'axe Miti-Hombo, il a été noté que seulement 15% des fonctionnaires ont été immatriculés, et 16 % ont reçu une formation avant leur déploiement. Quant à Walungu, bien que le taux d'immatriculés constaté soit considérablement plus haut (57%), seulement 8% d'entre eux ont bénéficié d'une formation avant le déploiement. A noter que les personnel déployé à Bitale et Bunyakiri est « volontaire » ; à Bitale, un seul fonctionnaire était présent sur les 17 censés y être affectés. L'âge moyen des fonctionnaires, est d'environ 54 ans. ▪ <u>Concernant la police</u>, il a été noté 57% des effectifs prévus avaient été déployés, dont
-----------	---

	40% ont bénéficié d'une formation préalable. Le manque de frais de fonctionnement a été noté dans tous les sites visités, cela affectant par endroit l'utilisation des véhicules et le déplacement rapide des policiers.
--	--

Etablissement de la Police Judiciaire en Ituri

IT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dix structures destinées à la Police Judiciaire ont été finalisées par l'OIM, dont un poste de police de Gety et une annexe au commissariat de l'Etat Major de la PNC à Bunia qui ont été inaugurés ce mois, le 16 novembre. Dans le cadre de ce projet financé par les Etats-Unis, ces structures ont été équipées de moyens de transport, communication, et de bureautique. ▪ 79 Officiers de la Police Judiciaire ont fini une formation spécialisée de cinq semaines dans des matières sur la lutte contre les violences du genre et sexuelles, amenant le total à 155 policiers formés et 20 formateurs. <p><i>Note : Les ajustements effectués par l'OIM au plan architectural-type des postes de police pour l'OPJ en Ituri est un exemple de gestion/construction prudente : les plans ont été développés par l'Equipe technique conjointe du projet et approuvé par l'Inspecteur général de la PNC. Cela aura permis de construire plus de postes de police en cohérence avec les réalités du terrain et le budget alloué.</i></p>
-----------	---

Projet d'appui à la chaîne pénale

REG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des signes encourageants ont été notés au niveau du Ministère de la Justice, qui a publié une ordonnance relative à la nomination de magistrats. Néanmoins, le plan de déploiement de ceux-ci n'est pas encore connu, ne permettant donc pas pour le moment d'entamer la formation prévue par le projet. ▪ Les travaux de finition des prisons de Fizi (SK) et de Masisi (NK) sont encore en cours. Bien que les deux Prisons de Rutshuru et Bunyakiri aient été inaugurées, la prison de Rutshuru est la seule occupée à ce jour. Le déploiement du personnel carcéral, sa formation et sa prise en charge (salaires) restent limitées, ce qui a des conséquences directes sur le bon fonctionnement de la prison. A noter que ce mois seulement, 15 prisonniers s'y sont enfuis. Il est prévu à ce que l'Unité Pénitentiaire de la MONUSCO y déploie des officiers afin d'appuyer la surveillance et de fournir un appui-conseil permanent. <p><i>Note : Concernant le système carcéral, il à noter une nette dégradation des conditions des prisonniers, et des évasions continuent d'être rapportées. Pour la plus notable, ce mois, tous les 405 prisonniers de la Prison de Béni se sont évadés, suite à une attaque attribuée à un groupe Mayi Mayi.</i></p> <p><i>Il faut souligner qu'il est important de renforcer les moyens à la disposition des prisons, y compris à travers la promotion d'activités génératrices de revenus. Il a été constaté par exemple, que la distribution de nourriture aux détenus se fait sur une base ad-hoc et aléatoire.</i></p>
------------	--

Désenclavement des zones isolées: réhabilitation routière

NK	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du Plan Prioritaire pour la Stabilisation pour 2012-2014 et l'appui de DFID au programme de réhabilitation des routes, une mission de reconnaissance conjointe par air et route a été menée sur la route Hombo-Walikale-Masisi, le 7 novembre. Une des principales conclusions a été la nécessité de renforcer la
-----------	---

	<p>maintenance par un appui et une meilleure coordination avec le FONER et l'Office des routes.</p>
SK	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le nouveau Pont de Hombo (détruit depuis 25 ans) a été installé le 25 novembre : long de 30 mètres, ce pont de type Accrow est constitué d'une structure métallique de 53 tonnes et permet la circulation dans les deux sens sur une bande de 4 mètres. Cette ouverture permettra d'accélérer les travaux en cours sur le morceau initial Hombo et Walikale. <p><i>Note : Le projet de reconstruction de ce pont a été financé par le Gouvernement Suédois et mis en œuvre par l'UNOPS, avec l'appui de l'Office des Routes, et de la Compagnie d'ingénierie uruguayenne de la MONUSCO.</i></p>

COMPOSANTE 4: RETOUR, REINTEGRATION ET RELANCE COMMUNUATAIRE

UNHABITAT met en place cinq Centres de Dialogue et médiation foncière au Sud Kivu

SK	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ce mois, UNHABITAT a initié la phase pilote de son programme de prévention et résolution pacifique des conflits fonciers : suite à l'étude qui avait été entamée en juin 2011, cet appui initial cible cinq localités à Kalehe (Bushaku-Lemera, Minova, Mukwinja, Numbi et Nyamasasa). ▪ Plusieurs réunions de travail et information ont eu lieu afin de formaliser les Centres de Dialogue et Médiation (CDM) : constitués de femmes et d'hommes issus de diverses couches socio-ethniques, ils seront dotés d'outils conceptuels et pratiques portant sur le droit foncier. <p><i>Note : Les conflits fonciers sont la manifestation d'un dysfonctionnement plus global de la gouvernance foncière. Des activités complémentaires sont prévues pour le renforcement de la coordination provinciale, la formation et l'appui à l'Administration foncière.</i></p>
-----------	--

Lancement des enquêtes préliminaires par la FAO et UNDP dans le cadre du projet conjoint

MN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'étude détaillée afin de déterminer les données de référence pour la situation socio-économique des bénéficiaires a été lancée. ▪ L'étude préliminaire sur le "transport et stockage" des biens agricoles produits dans la périphérie de Kindu, a également été lancée ce mois.
-----------	---

COMPOSANTE 5: LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES

Protection & prévention

IT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sur base de l'évaluation de ma mise en œuvre du Plan Protection & Prévention 2009-2011, les priorités principales pour 2012 ont été identifiées : (a) la diminution de la vulnérabilité des femmes et filles à travers des programmes de développement socio-économiques, (b) le développement de programmes effectifs pour l'implication des garçons et hommes dans la lutte contre les SGBV, (c) le développement du <i>leadership</i> et la protection des jeunes et enfants à travers des programmes de formation et de sensibilisation dans les écoles, (d) le renforcement de la contribution de la Police et de l'Armée dans les luttes contre les VS, et (e) renforcer la coordination des activités dans les territoires.
-----------	--

SK	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans le cadre du projet d'accès à la justice pour les femmes mis en œuvre par ACTION AID, 26 <i>paralégaux</i> (21 femmes et cinq homes), ont reçu une formation basique sur les SGBV. ▪ La campagne "16 jours d'activisme contre les SGVB" a été lancée ce mois par la division provinciale du Ministère du Genre, Famille et Enfants. Les activités comprennent une conférence-débat et un atelier sur les techniques de plaidoyer.
----	--

Assistance multisectorielle (MSA)

REG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La cartographie des kits de prophylaxie post-exposition (PEP) a été mise à jour, et des plans de contingence ont été développés.
NK	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les quatre projets mis en œuvre par CARE, Hope in Action, Save the Children and SAFDF, et financés via le SRFF, ont commencé leurs couvertures en assistance pour les territoires de Lubero, Rutshuru and Masisi.
SK	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les partenaires MSA ont contribué à la formation de (a) 54 nouveaux officiers PNC (y compris trois femmes), et (b) la formation des Assistants de Liaison Communautaire (CLA) de la MONUSCO.

PARTENARIAT & COORDINATION

Café de Presse – Gestion des minerais au Sud Kivu

SK	<p>Le 4 novembre, un Café de Presse de la MONUSCO avec le soutien de l'UAS, a été organisé sur le thème de la réforme du secteur minier. Le but principal était de débattre de la coordination entre les exploitants artisanaux et industriels.</p> <p>Le projet des Centres de Négoces financé dans le cadre de l'ISSSS a aussi été présenté, notamment les aspects concernant la traçabilité des minerais et l'enregistrement des sites non contrôlés par les groupes armés et qui n'emploient pas d'enfant de moins de 15 ans.</p> <p>Il est à rappeler que la liste des mines évaluées à ce jour attend encore l'approbation du Ministère des Mines à Kinshasa.</p> <p>Note : <i>La Résolution du Conseil de Sécurité S/RES/2021 (2011) adoptée le 29 novembre 2011 et reconduisant les mesures imposées sur les armes en RDC, exige des autorités douanières de la RDC de renforcer le contrôle des exportations et importations des minerais congolais, au vu du lien établi entre les groupes armés et l'exploitation illégale. La même résolution demande à la MONUSCO « d'empêcher tout appui apporté aux groupes armés (...) notamment en effectuant des contrôles inopinés et des visites périodiques sur les sites miniers, les itinéraires commerciaux et les marchés, dans le voisinage des cinq comptoirs pilotes.</i></p>
----	--

Plan Prioritaire pour la Stabilisation 2012-2014

REG	<p>Le plan prioritaire 2012-2014 a été validé et circulé aux partenaires de l'ISSSS/STAREC. Dans les prochains mois, l'organisation de présentations thématiques et conférences permettront de mieux définir l'engagement du Gouvernement, des partenaires internationaux et du système onusien à appuyer la stratégie de stabilisation d'ici à mi-2014.</p>
-----	--

ISSSS/STAREC Réunion de coordination

REG	<p>La coordination avec les autorités locales a continué à être difficile notamment en raison des agendas électoraux chargés des officiels. La fréquence des sous-commissions et des Comités</p>
-----	--

	techniques Conjointes a été réduite.
NK	Seul le CTC du NK s'est réuni le 2 novembre, et a approuvé 5 Fiches de Projets portant sur (a) le renforcement des capacités des administrations locales, de la PNC, et de l'administration judiciaire, (b) la relance de l'agriculture, pêche et activités commerciales des retournés, ainsi que sur (c) le renforcement de la consolidation de la paix dans le cadre du STAREC/ISSSS.

UAS – Déploiement du personnel

NK	M. Lewis Kanyoko (Kenya), nouvellement recruté comme Coordonateur Provincial Nord Kivu, a pris ses fonctions le 23 novembre à Goma. Il est joignable via email au lkanyoko@un.org , et par téléphone au +243 998 703 839.
-----------	--

POUR PLUS D'INFORMATIONS:

Unité de Lutte contre les Violences Sexuelles (Composante 5)

Ms. Marie Oniwa	Chef de l'Unité VS	oniwa@un.org
-----------------	--------------------	--------------

Unité d'Appui à la Stabilisation

Oana Mihai	Coordination & Reporting Officer	mihaio@un.org
Pierre Bardoux	Team Leader, a.i.	bardoux@un.org